

1. PREAMBULE

OBJET DES CONDITIONS GENERALES D'UTILISATION

Les présentes Conditions générales d'utilisation (ci-après désignée par " les conditions ") a pour objet de définir les conditions d'utilisation du site Internet accessible notamment à l'adresse www.my-eva.fr (ciaprès désigné par " **My-Eva** ") que de la société DIRECTION CONSEILS ENTREPRISE FRANCE (ci-après désignée par " la Société ") met à disposition des internautes (ci-après désignés par les " **Utilisateurs** ").

1.1 IDENTIFICATION DE L'EDITEUR

L'**Utilisateur** est informé que le Site Internet www.my-eva.fr est édité par la société :

Cristal'ID - Agence Web

Haute Borne
50 rue Horace
59493 Villeneuve d'Ascq - France
Tél. : 03 20 26 73 66
Siret : 512 803 552 00078

1.2 CONTACTER LA SOCIETE

L'**Utilisateur** a la possibilité de prendre contact auprès de la Société :

Par lettre simple à l'adresse indiquée à l'article 1.1 ci-dessus. Par courrier électronique en utilisant le formulaire de contact.

1.3 HEBERGEUR DU SITE INTERNET et MY-EVA

My-Eva.fr est hébergé par la société NEXYLAN dont les coordonnées sont les suivantes :

NEXYLAN
25 Rue Corneille
59100 Roubaix
France
Tel : 03 66 72 15 72

HEBERGEUR DE L'APPLICATION MY-EVA

OVH
2 Rue Kellermann 59100 ROUBAIX
SIRET: 42476141900045

2. DEFINITIONS

Pour les besoins des conditions, les termes en couleur ont la signification suivante :

« **My-Eva** » : désigne le service électronique interactif édité et exploité par la Société, accessible notamment à l'adresse www.my-eva.fr depuis lequel elle permet l'accès à ses **Services**.

« **Serveur** » (en anglais : " Server ") : désigne un ordinateur hébergeant un service applicatif et possédant une grande quantité d'espace disque où sont stockés des fichiers.

« **Serveur My-Eva** » : désigne les **Serveurs** d'hébergement de **My-Eva** sur lequel sont installés et fournis les **Services** mis à disposition de l'**Utilisateur** par la Société.

« **Services** » : désignent les **Services** fournis par la Société sur son Site Internet et décrits à l'article 4 de la présente Charte.

« **Utilisateur** » : désigne toute personne physique qui accède au Site Internet dans le cadre d'un usage strictement privé.

« **DUERP** » Désigne Document Unique d'évaluation des risques professionnels.

3. CHAMP D'APPLICATION, ACCEPTATION ET MODIFICATION DES CONDITIONS

Les conditions ont pour objet de définir les conditions dans lesquelles l'**Utilisateur** bénéficie des **Services** fournis par la Société au travers **My-Eva**.

L'ensemble des **Services** fournis par la Société et mis à disposition de l'**Utilisateur** est détaillé sur **My-Eva**.

La souscription, l'accès ou l'utilisation des **Services** implique l'acceptation sans restriction ni réserves des conditions par l'**Utilisateur**.

Les présentes conditions pouvant faire l'objet de modifications, les conditions applicables sont celles en vigueur et accessibles sur le Site Internet de la Société à la date d'accès à **My-Eva** par l'**Utilisateur**.

4. ACCES ET DISPONIBILITE DES SERVICES

4.1 ACCES AUX SERVICES

Le service de souscription est librement et exclusivement accessible en ligne sur www.my-eva.fr. Le service applicatif de gestion DUERP, est accessible via le site www.my-eva.fr après la souscription à un abonnement désigné sur le site internet www.my-eva.fr.

4.2 DISPONIBILITE DES SERVICES

La Société fait ses meilleurs efforts afin de rendre ses **Services** disponibles 24 heures sur 24 et 7 jours sur 7, indépendamment des opérations de maintenance des dits **Services** et/ou **Serveurs** et/ou de **My-Eva**. A ce titre, la Société est tenue d'une obligation de moyen.

La Société se réserve la possibilité de modifier, interrompre, à tout moment, temporairement ou de manière permanente tout ou partie des **Services** sans information préalable des **Utilisateurs** et sans droit à indemnités.

5. GARANTIES – RESPONSABILITE – FORCE MAJEURE

5.1 GARANTIE DE L'UTILISATEUR

En accédant à **My-Eva**, l'**Utilisateur** déclare, garantit et s'engage à :

Accéder et utiliser le **My-Eva** et les **Services** en toute bonne foi, de manière raisonnable, non contraire aux termes des conditions et pour une utilisation strictement personnelle et à des fins non lucratives.

Ne pas utiliser de dispositifs ou logiciels autres que ceux fournis par la Société destinés à affecter ou tenter d'affecter le bon fonctionnement de **My-Eva** et/ou des **Services** qu'il contient ou encore d'extraire, modifier, consulter, même en mémoire tampon ou temporaire, ou encore pour une utilisation individualisée, tout ou partie de **My-Eva**.

Ne pas accéder et/ou utiliser **My-Eva** et/ou les **Services** fournis par la Société sur **My-Eva** à des fins illicites et/ou dans le but de causer un préjudice à la réputation et l'image de la Société ou plus généralement à porter atteinte aux droits, notamment de propriété intellectuelle, de la Société et/ou de tiers.

Ne pas commercialiser directement ou indirectement les **Services** et/ou l'accès aux **Services** et/ou l'accès à **My-Eva**.

Ne pas réutiliser tout ou partie de **My-Eva** et des **Services** qu'il contient, en particulier à des fins commerciales et/ou collectives et/ou à des fins personnelles sous une forme et/ou un média non autorisé par la Société.

Ne pas exploiter les **Services** fournis par la Société ou les données auxquelles il pourrait avoir accès via lesdits **Services** et/ou de **My-Eva** à des fins directement ou indirectement commerciales et/ou à des fins personnelles sous une forme et/ou un média non autorisé(s) par la Société.

Ne pas reproduire, représenter tout ou partie de **My-Eva** à des fins privées au-delà des exceptions légales prévues, en particulier par le Code de la propriété intellectuelle, ou en vue d'une commercialisation directe ou indirecte notamment auprès de tiers.

Ne pas limiter l'accès et l'utilisation à **My-Eva** et/ou des **Services**.

Ne modifier, y compris en mémoire tampon ou temporaire, aucune mention ou élément des **Services** et/ou du contenu de **My-Eva**.

Ne pas contrevenir aux dispositions des articles 323-1 à 323-7 du Code Pénal réprimant les pratiques dites de "hacking".

Ne pas utiliser et/ou exploiter les coordonnées électroniques et/ou postales des autres **Utilisateurs** de **My-Eva** en vue de l'envoi en masse de courrier électronique de sollicitation et de se livrer à une pratique de "spamming".

En cas de manquement à l'une ou l'autre de ces obligations et, sans que cette liste ne soit limitative, l'**Utilisateur** reconnaît et accepte que la Société aura la faculté de lui refuser, unilatéralement et sans notification préalable, l'accès à tout ou partie de **My-Eva**.

5.2 LIMITATION DE RESPONSABILITE

L'**Utilisateur** est seul responsable de l'utilisation qu'il fait de **My-Eva** et des **Services** auxquels il accède depuis

My-Eva.

La Société ne pourra en aucun cas être tenue responsable dans le cadre d'une procédure introduite à l'encontre de l'**Utilisateur** qui se serait rendu coupable d'une utilisation non-conforme de **My-Eva** et/ou des **Services** qu'il procure.

L'**Utilisateur** reconnaît et accepte à cet égard qu'il fera son affaire personnelle de toute réclamation ou procédure formée contre la Société, du fait de l'utilisation non-conforme par lui des **Services** et/ou de **My-Eva**.

En toute hypothèse, la Société ne saurait être responsable :

En cas d'indisponibilité des **Services** pour des raisons telles que la défaillance du réseau public d'électricité, la défaillance des réseaux câblés de télécommunications, la perte de connectivité au réseau Internet due aux opérateurs publics ou privés, notamment de l'**Utilisateur**, dont les causes proviennent notamment de grèves, de tempêtes, de tremblements de terre ou de toute autre cause ayant les caractéristiques de la force majeure.

En cas d'utilisation des **Services** par un **Utilisateur** dans des conditions non-conformes aux termes de la présente Charte.

Dans les limites de la législation en vigueur, pour tout dommage indirect et ce y compris notamment les pertes de profit, de données ou tout autre perte de biens incorporels, et ce même si la Société a été informé de la potentialité de tels dommages, pouvant survenir de l'utilisation ou de l'impossibilité d'utiliser les **Services** suite à l'accès aux dits **Services** par un **Utilisateur** non autorisé.

La Société ne saurait être tenue responsable de tout dysfonctionnement de quelque nature qu'il soit relatif au matériel informatique de l'**Utilisateur** ainsi qu'à sa connexion d'accès à Internet, lors de l'accès à **My-Eva** et plus généralement aux **Services**.

5.3 FORCE MAJEURE

La responsabilité de la Société ne pourra pas être recherchée si l'exécution de l'une de ses obligations est empêchée ou retardée en raison d'un cas de force majeure tel que définie par la jurisprudence des Tribunaux français, et notamment les catastrophes naturelles, incendies, dysfonctionnement ou interruption du réseau de télécommunications ou du réseau électrique.

6. RECLAMATION – ASSISTANCE TECHNIQUE

Pour toute information de nature technique ou relative au fonctionnement des **Services** accessibles via **My-Eva**, l'**Utilisateur** est invité à se reporter à la rubrique intitulée "Contact" accessible sur le Site Internet et/ou à adresser sa réclamation aux coordonnées visées à l'article 1.3 des présentes conditions.

7. PROPRIETE INTELLECTUELLE

7.1 DROIT D'AUTEUR SUR LE SITE INTERNET DE LA SOCIETE

La Société est le titulaire ou le concessionnaire des droits de propriété intellectuelle tant de la structure générale du Site Internet que de son contenu (textes, slogans, graphiques, images, vidéos, photos et autres contenus).

Dès lors, conformément aux dispositions du Livre 1er du Code de la propriété intellectuelle, toute représentation, reproduction, modification, dénaturation et/ou exploitation totale ou partielle du Site Internet et/ou de son contenu et/ou des **Services**, par quelque procédé que ce soit et sur quelque support que ce soit, sans l'autorisation expresse et préalable de la Société, est prohibée et constitue des actes de contrefaçon de droits d'auteur.

De même, toute exploitation non autorisée de **My-Eva** et/ou de son contenu et/ou des **Services** engage la responsabilité pénale et civile de l'**Utilisateur** sur le fondement de la contrefaçon de droits d'auteur.

La Société entend divulguer **My-Eva** et les **Services** qu'afin d'en permettre un accès sur le réseau Internet, et ce :

Depuis un ordinateur ou un terminal équivalant disposant d'un accès à un ou plusieurs réseaux de télécommunications permettant l'accès au réseau Internet et d'un logiciel de navigation sur le réseau Internet (de type Chrome (Recommandé), EDGE, Opéra, etc.).

Un terminal téléphonique disposant d'un accès à un réseau de télécommunications permettant l'accès au réseau Internet (connexion 5G, 4G, 3G, Edge, etc...).

Toute autre utilisation de **My-Eva** et/ou des **Services** est réputée de plein droit réservé à la Société et constitue une atteinte à son droit de divulgation sur le Site Internet et/ou les **Services**.

7.2 SIGNES DISTINCTIFS

Les marques, logos, dénominations sociales, sigles, noms commerciaux, enseignes et/ou nom de domaine de la Société et/ou de ses partenaires commerciaux mentionnés sur le site **My-Eva** et prononcé phonétiquement comme suit :

/maɪ-ˈiː.vəl/

Voici une explication de chaque son :

/maɪ/ : correspond à "my", comme dans le mot anglais "my" (prononcé "maï").

/iː/ : correspond au son long "ee" ou "é", semblable au "e" dans le mot français "éva".

/vəl/ : correspond au "va", prononcé comme le "va" en français, avec un son plus doux.

Permettant l'accès aux **Services** mis à disposition par la Société, constituent des signes distinctifs insusceptibles d'utilisation sans l'autorisation expresse et préalable de leur titulaire.

Toute représentation et/ou reproduction et/ou exploitation partielle ou totale de ces signes distinctifs est donc prohibée et constitutif de contrefaçon de marque, en application des dispositions du **Livre 7 du Code de la propriété intellectuelle**, d'usurpation de dénomination sociale, nom commercial et de nom de domaine engageant la responsabilité civile délictuelle de son auteur.

7.3 BASES DE DONNEES

L'**Utilisateur** reconnaît irrévocablement **My-Eva** et les **Services** sont constitués d'une ou plusieurs bases de données mis à disposition par la Société en qualité de producteur des dites bases de données au sens des dispositions des articles L.341-1 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

Dès lors, conformément aux dispositions de l'article L. 342-1 du même Code, l'**Utilisateur** s'interdit de procéder à :

L'extraction par transfert permanent ou temporaire de la totalité ou d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu d'une ou plusieurs des bases des données accessibles sur le Site Internet et/ou les **Services** sur un autre support, par tout moyen et sous toute forme que ce soit, en ce compris à des fins d'utilisation ou de consultation par un média et/ou un procédé(s) non autorisé(s) par la Société.

La réutilisation, par la mise à la disposition du public de la totalité ou d'une partie qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu d'une ou plusieurs des bases des données accessibles sur **My-Eva** et/ou les **Services**, quelle qu'en soit la forme, y compris par un lien hypertexte, un média et/ou un

procédé(s) non autorisé(s) par la Société.

La constitution, l'édition, la maintenance, la mise à jour, l'importation, l'exportation, la mise à disposition de tiers, à titre gracieux ou onéreux, et la participation aux actes précités, d'une base de données concurrente issue de tout ou partie d'une ou plusieurs des bases de données de la Société.

La visualisation sur un écran par un autre procédé ou média que ceux par lesquels la Société entend divulguer

My-Eva et les **Services** tels que précisés à l'article 9.1.

D'une manière générale, toute extraction, utilisation, stockage, reproduction, représentation ou conservation, directe ou indirecte, partielle ou totale, y compris en mémoire tampon ou temporaire, qualitativement ou quantitativement substantielle du contenu d'une ou plusieurs des bases de données de la Société, commise par l'un des procédés visés ci-dessus est strictement prohibée, y compris par un média non autorisé par la Société.

7.4 CONTENU DES SERVICES

L'**Utilisateur** reconnaît et accepte que l'accès à **My-Eva** et aux **Services** mis à sa disposition par la Société ne saurait emporter une quelconque cession ou concession des droits de propriété intellectuelle (droits d'auteurs notamment) et autres droits au bénéfice de l'**Utilisateur**.

L'accès aux **Services** est exclusivement limité à l'usage privé et personnel de l'**Utilisateur** dans les conditions et limites définies dans les présentes conditions et conformément aux dispositions de l'article L.122-5 2° du Code de la propriété Intellectuelle.

Ainsi, l'**Utilisateur** reconnaît et accepte que l'usage privé et personnel qui lui est concédé par la Société, au titre de l'accès à ses **Services**, exclue notamment l'accès aux **Services** en vue d'une utilisation collective de son contenu, la reproduction, la représentation, la revente, l'échange, la location, le transfert à un tiers, la modification, l'adaptation, la correction, et ce tant à titre gracieux qu'onéreux, de tout ou partie de **My-Eva**, des **Services**, et de leurs contenus.

8. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

8.1 DONNÉES A CARACTERE PERSONNEL

8.1.1 Nature des données à caractère personnel de l'Utilisateur collectées par la Société

Parmi les données à caractère personnel de l'**Utilisateur** que la Société collecte auprès de lui peuvent figurer :

- Ses noms et prénoms
- Son adresse de courrier électronique
- Son identifiant unique et son mot de passe
- N° SIRET ou ID Organisation de manière générale

8.1.2 Responsable du traitement

Le responsable du traitement des données à caractère personnel de l'**Utilisateur** est la Société dont les coordonnées sont visées à l'article 1.2 des présentes conditions.

8.1.3 Finalité du traitement

Les données à caractère personnel de l'**Utilisateur** collectés auprès de lui et traitées par la Société ont pour finalité de permettre à la Société de :

- Gérer les accès à My-Eva
- Etablir des statistiques générales sur le trafic de son Site Internet et des différentes rubriques qu'il contient

8.2 DROIT D'OPPOSITION D'ACCES, DE RECTIFICATION ET DE SUPPRESSION DE L'UTILISATEUR

8.2.1 Droit de rectification

La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement, dans les meilleurs délais, la rectification des données à caractère personnel la concernant qui sont inexacts. Compte tenu des finalités du traitement, la personne concernée a le droit d'obtenir que les données à caractère personnel incomplètes soient complétées, y compris en fournissant une déclaration complémentaire.

8.2.2 Droit à l'effacement (« droit à l'oubli »)

La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement l'effacement, dans les meilleurs délais, de données à caractère personnel la concernant et le responsable du traitement a l'obligation d'effacer ces données à caractère personnel dans les meilleurs délais, lorsque l'un des motifs suivants s'applique :

- a) Les données à caractère personnel ne sont plus nécessaires au regard des finalités pour lesquelles elles ont été collectées ou traitées d'une autre manière.
- b) La personne concernée retire le consentement sur lequel est fondé le traitement, conformément à l'article 6, paragraphe 1, point a), ou à l'article 9, paragraphe 2, point a), et il n'existe pas d'autre fondement juridique au traitement.
- c) La personne concernée s'oppose au traitement en vertu de l'article 21, paragraphe 1, et il n'existe pas de motif légitime impérieux pour le traitement, ou la personne concernée s'oppose au traitement en vertu de l'article 21, paragraphe 2.
- d) Les données à caractère personnel ont fait l'objet d'un traitement illicite.
- e) Les données à caractère personnel doivent être effacées pour respecter une obligation légale qui est prévue par le droit de l'Union ou par le droit de l'État membre auquel le responsable du traitement est soumis.
- f) Les données à caractère personnel ont été collectées dans le cadre de l'offre de services de la société de l'information visée à l'article 8, paragraphe 1.

Lorsqu'il a rendu publiques les données à caractère personnel et qu'il est tenu de les effacer en vertu du paragraphe 1, le responsable du traitement, compte tenu des technologies disponibles et des coûts de mise en œuvre, prend des mesures raisonnables, y compris d'ordre technique, pour informer les responsables du traitement qui traitent ces données à caractère personnel que la personne concernée a demandé l'effacement par ces responsables du traitement de tout lien vers ces données à caractère personnel, ou de toute copie ou reproduction de celles-ci.

Les paragraphes 1 et 2 ne s'appliquent pas dans la mesure où ce traitement est nécessaire :

- A. A l'exercice du droit à la liberté d'expression et d'information ;
- B. Pour respecter une obligation légale qui requiert le traitement prévu par le droit de l'Union ou par le droit de l'État membre auquel le responsable du traitement est soumis, ou pour exécuter une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement ;
- C. Pour des motifs d'intérêt public dans le domaine de la santé publique, conformément à l'article 9, paragraphe 2, points h) et i), ainsi qu'à l'article 9, paragraphe 3 ;
- D. À des fins archivistiques dans l'intérêt public, à des fins de recherche scientifique ou historique ou à des fins statistiques conformément à l'article 89, paragraphe 1, dans la mesure où le droit visé au paragraphe 1 est susceptible de rendre impossible ou de compromettre gravement la réalisation des objectifs dudit traitement ;

Ou

- E. À la constatation, à l'exercice ou à la défense de droits en justice.

8.2.3 Droit à la limitation du traitement

La personne concernée a le droit d'obtenir du responsable du traitement la limitation du traitement lorsque l'un des éléments suivants s'applique :

- A. L'exactitude des données à caractère personnel est contestée par la personne concernée, pendant une durée permettant au responsable du traitement de vérifier l'exactitude des données à caractère personnel.
- B. Le traitement est illicite et la personne concernée s'oppose à leur effacement et exige à la place la limitation de leur utilisation.
- C. Le responsable du traitement n'a plus besoin des données à caractère personnel aux fins du traitement mais celles-ci sont encore nécessaires à la personne concernée pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice.
- D. La personne concernée s'est opposée au traitement en vertu de l'article 21, paragraphe 1, pendant la vérification portant sur le point de savoir si les motifs légitimes poursuivis par le responsable du traitement prévalent sur ceux de la personne concernée.

Lorsque le traitement a été limité en vertu du paragraphe 1, ces données à caractère personnel ne peuvent, à l'exception de la conservation, être traitées qu'avec le consentement de la personne concernée, ou pour la constatation, l'exercice ou la défense de droits en justice, ou pour la protection des droits d'une autre personne physique ou morale, ou encore pour des motifs importants d'intérêt public de l'Union ou d'un État membre.

Une personne concernée qui a obtenu la limitation du traitement en vertu du paragraphe 1 est informée par le responsable du traitement avant que la limitation du traitement ne soit levée.

8.2.4 Obligation de notification en ce qui concerne la rectification ou l'effacement de données à caractère personnel ou la limitation du traitement

Le responsable du traitement notifie à chaque destinataire auquel les données à caractère personnel ont été communiquées toute rectification ou tout effacement de données à caractère personnel ou toute limitation du Traitement effectué conformément à l'article 16, à l'article 17, paragraphe 1, et à l'article 18, à moins qu'une telle communication se révèle impossible ou exige des efforts disproportionnés. Le responsable du traitement fournit à la personne concernée des informations sur ces destinataires si celle-ci

en fait la demande.

8.2.5 Droit à la portabilité des données

Les personnes concernées ont le droit de recevoir les données à caractère personnel les concernant qu'elles ont fournies à un responsable du traitement, dans un format structuré, couramment utilisé et lisible par machine, et ont le droit de transmettre ces données à un autre responsable du traitement sans que le responsable du traitement auquel les données à caractère personnel ont été communiquées y fasse obstacle, lorsque :

- A. Le traitement est fondé sur le consentement en application de l'article 6, paragraphe 1, point a), ou de l'article 9, paragraphe 2, point a), ou sur un contrat en application de l'article 6, paragraphe 1, point b) ;

Et

- B. Le traitement est effectué à l'aide de procédés automatisés.

Lorsque la personne concernée exerce son droit à la portabilité des données en application du paragraphe 1, elle a le droit d'obtenir que les données à caractère personnel soient transmises directement d'un responsable du traitement à un autre, lorsque cela est techniquement possible.

L'exercice du droit, visé au paragraphe 1 du présent article s'entend sans préjudice de l'article 17. Ce droit ne s'applique pas au traitement nécessaire à l'exécution d'une mission d'intérêt public ou relevant de l'exercice de l'autorité publique dont est investi le responsable du traitement.

Le droit visé au paragraphe 1 ne porte pas atteinte aux droits et libertés de tiers.

8.3 SECURITE ET ARCHIVAGE DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL DE L'UTILISATEUR

La Société collecte et traite les données à caractère personnel de l'**Utilisateur** avec la plus grande confidentialité, et dans le respect des dispositions de la Loi RGPD du 25 mai 2018 et de la Loi n°78-17 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés du 6 janvier 1978 modifiée par la Loi n°2004-81 du 6 août 2004. La Société s'engage à prendre toutes mesures raisonnables nécessaires à la sécurisation et la protection des données à caractère personnel des **Utilisateurs My-Eva** et de ses **Services**, collectées et traitées par ses soins. L'ensemble des données à caractère personnel de l'**Utilisateur** font l'objet d'un archivage électronique par la Société, durant toute la durée de l'inscription de l'**Utilisateur** au Site Internet et sont supprimées, une fois son inscription résiliée +1an.

8.4 CONFIDENTIALITE

Direction Conseils Entreprise France conservera confidentielles les informations de quelque nature que ce soit, qui lui auront été transmises par le Client ou dont elle aurait pu prendre connaissance au cours de l'exécution des prestations, notamment en ce qui concerne son activité, son chiffre d'affaires, ses bases clients, ses achats, ses devis, ses factures ou toutes autres données liées à la facturation du Client ou au savoir-faire du Client. L'obligation de confidentialité se poursuit au-delà de la fin de validité des présentes, quelle qu'en soit sa cause, pendant une durée illimitée.

8.5 VOS DROITS SUR VOS DONNEES

Conformément à la loi RGPD (Règlement Européen Général sur la Protection des Données 2016/679) du

25 mai 2018 et de la loi Informatique et Libertés, vous disposez des droits d'accès, de rectification et de suppression des données personnelles vous concernant. Vous pouvez exercer vos droits en nous envoyant votre demande par courrier postal à l'adresse suivante :

Direction Conseils Entreprise France, à l'attention du DPO
4, chemin du Pressoir
60590 Villers sur Trie France

Ou via mail à cette adresse : dpo-my-eva@prev-rgpd.fr

Vos requêtes seront traitées dans les 30 jours. Nous pouvons vous demander que votre demande soit accompagnée de la photocopie d'une pièce d'identité ou d'autorité.

Si vous avez un compte, vous pouvez demander à recevoir un fichier contenant toutes les données personnelles que nous possédons à votre sujet, incluant celles que vous nous avez fournies. Vous pouvez également demander la suppression des données personnelles vous concernant. Cela ne prend pas en compte les données stockées à des fins administratives, légales ou pour des raisons de sécurité.

9. COOKIES

La Société utilise des cookies sur son Site Internet. Des cookies sont des informations afférentes à la navigation de l'ordinateur de l'**Utilisateur** de **My-Eva** et qui permettent de déterminer les pages qu'il a consultées, leur date et heure de consultation.

A aucun moment, ces cookies ne permettent à la Société d'identifier personnellement l'**Utilisateur**. La durée de conservation de ces cookies dans l'ordinateur de l'**Utilisateur** n'excède pas la durée de la session. L'**Utilisateur** est cependant informé qu'il a la faculté de s'opposer à l'enregistrement de ces cookies et ce notamment en configurant son navigateur Internet pour ce faire.

10. DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 CORRESPONDANCE – PREUVE

Sauf disposition particulière dans les présentes conditions, les correspondances échangées entre la Société et l'**Utilisateur** sont exclusivement assurées par courrier électronique. En application des articles 1316 et suivants du Code civil, l'**Utilisateur** reconnaît et accepte que les informations délivrées par la Société par courrier électronique et sur **My-Eva**, font foi entre lui et la Société. Les éléments tels que le moment de la réception ou de l'émission, ainsi que la qualité des données reçues feront foi par priorité telles que figurant **My-Eva**, ou telles qu'authentifiées par les procédures informatisées de la Société, sauf à en apporter la preuve écrite et contraire par l'**Utilisateur**. La portée de la preuve des informations délivrées par **My-Eva** est celle accordée à un original au sens d'un document écrit papier, signé de manière manuscrite.

10.2 INTEGRALITE DES CONDITIONS

Les présentes conditions expriment l'intégralité des obligations de la Société et de l'**Utilisateur**. Le fait pour l'une des parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre partie, à l'une quelconque des obligations visées dans les présentes, ne saurait être interprété pour l'avenir comme une renonciation à l'obligation en cause.

10.3 NON VALIDITE PARTIELLE

Dans l'hypothèse où une ou plusieurs stipulations des présentes conditions seraient considérées comme nulles, réputées non écrites ou déclarées comme telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision d'une juridiction compétente ayant autorité de la chose jugée en dernier ressort, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée et resteront pleinement applicable, sauf si la ou les stipulations non valides présentaient un caractère substantiel et que leur disparition remettait en cause l'équilibre contractuel.

10.4 TITRES

En cas de difficultés d'interprétation entre l'un des titres figurant en tête des clauses des présentes conditions, et l'une des clauses, les titres seront déclarés inexistants.

11. DROIT APPLICABLE ET REGLEMENT DES LITIGES

Les présentes conditions sont soumises au droit français. En cas de litige relatif à l'application, l'interprétation, la validité et l'exécution des présentes conditions, et à défaut d'accord amiable entre les parties, compétence expresse est donnée aux tribunaux français.